

## DU LYCEE A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Jean-Louis PIEDNOIR

Depuis 25 ans les études secondaires et supérieures ont profondément évoluées. On peut distinguer deux périodes, la première va de 1981 à 1994 et est caractérisée par une croissance rapide des effectifs, la seconde va de 1994 à 2004 et est caractérisée elle par une stagnation, voire une légère diminution, des effectifs globaux, assortie d'une modification des répartitions selon les différentes orientations. Depuis 2004 on observe une petite reprise dans la croissance des effectifs, mais elle est difficile à interpréter. Les politiques suivies ont partiellement eu un impact sur les évolutions constatées, certaines ont atteint, au moins en partie, les objectifs visés, d'autres ont échouées et même engendrées des effets pervers relativement importants. La décennie de stagnation des effectifs interroge les acteurs du système et sa durée est propice à des débats où on pose des questions de fond sur la pertinence sociale et économique d'un accroissement des effectifs, sur le fonctionnement des procédures d'orientation, sur la structure des études, leur coût et sur leur qualité. L'objet du présent article est de développer brièvement ces différents points.

### **1/ Les évolutions récentes**

Après une croissante et régulière du nombre de bacheliers généraux et technologiques de 1970 à 1985, de l'ordre de 2% par an, on assiste, entre 1985 et 1993 à une explosion du nombre des diplômés, le taux de croissance est de 8% l'an. On passe ainsi le nombre des bacheliers généraux de 170000 à 280000 et celui des bacheliers technologiques de 80000 à 138000. De plus un baccalauréat professionnel a été créé en 1986, l'effectif des lauréats est passé de 0 à 67000 dans la même période. En fin de période la scolarisation des jeunes de 18 ans atteint 82%. Cette croissance a été amorcée par une demande spontanée des familles qui voyaient dans la possession de diplômes une garantie contre le chômage des jeunes, très important en France; mais elle a été aussi voulue et encouragée par la politique menée et justifiée par une analyse économique des besoins de qualification. L'objectif fixé était de 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat.

Au cours de cette période on se soucie aussi des orientations en particulier scientifique, on encourage la création de classes de première S, le rééquilibrage des terminales C et D: l'objectif fixé d'égalité des effectifs est atteint à partir d'un rapport de 1 à 2, la filière E (science et technique) est en plein essor. A partir de 1989 on développe les universités pour accueillir le flot des nouveaux bacheliers, auparavant on a commencé à créer des classes de techniciens supérieurs (STS), leur effectif est multiplié par 3 sur la période.

Après 1994 la croissance est stoppée. Les proportions de bacheliers par génération baissent. On passe de 63% en 1995 à 61,8% en 2004, mais à structure différente:

- bacheliers généraux, on passe de 37,2% à 32,3%
- bacheliers technologiques de 17,6% à 17,8%
- bacheliers professionnels de 7,9% à 11,7%

La baisse du baccalauréat général est du surtout à l'effondrement des effectifs de la filière littéraire, au tassement de ceux de la filière scientifique, non compensée par la hausse de ceux de la filière économique et sociale. Pour le baccalauréat technologique, au delà des changements d'appellation, on note une stabilité de la filière industrielle, une baisse de l'ordre de 5% de la filière tertiaire, une hausse importante des effectifs dans les filières sciences de laboratoire, sciences médico-sociales, agricoles.

La réforme des études conduisant au baccalauréat général est à l'ordre du jour depuis 1985. Deux projets, l'un élaboré sous le ministère de J.P.Chevènement, l'autre sous le ministère de R.Monory seront victimes des aléas politiques (alternance, manifestations étudiantes). Le troisième, avec diverses variantes,

sera façonné sous l'autorité de trois ministres et sa version définitive promulguée par F.Bayrou en 1995; C.Allègre devait le modifier en 2000. Les principes qui soutendent les trois projets sont assez différents, le hasard du calendrier politique, les rapports de force entre les différents lobby disciplinaires ont fait aboutir l'un d'entre-eux et écarter les autres.

Les initiateurs de la réforme appelée, "rénovation pédagogique des lycées", sont partis d'une critique du fonctionnement du lycée de l'époque. En particulier la filière C avec ses 9 heures de mathématiques attirait surtout les bons élèves, quelque soit leur appétence pour les sciences, elle devenait une filière d'élite où les jeunes issus des milieux privilégiés étaient sur représentés, et était la seule à permettre toutes les orientations ultérieures.

La sélection se faisait, jugeaient-ils, par les mathématiques, discipline insuffisamment formatrice à leurs yeux, et, dans la formation, il fallait donner le prima à l'expérimentation. Les objectifs assignés à la réforme sont les suivants:

- rééquilibrage des filières par la pluralité de l'excellence et en particulier conforter les études littéraires et y faire venir de bons élèves

- simplification des études en réduisant à trois le nombre des filières, et, en particulier, faire une unique filière scientifique en accroissant le poids des disciplines expérimentales surtout celui de la biologie sans pour autant diminuer le nombre de jeunes faisant des sciences.

- démocratisation de l'accès aux études supérieures les plus prestigieuses.

La stratégie suivie était en rupture avec celle adoptée dans la période précédente. Au lieu de faire évoluer les filières existantes, on a modifié profondément l'offre scolaire en créant de nouvelles filières. Un bémol à la simplification fut introduit en permettant, en classe terminale, des options de renforcement des disciplines de base appelées spécialités.

On peut juger la pertinence de la réforme en appliquant la procédure prévue par la Loi Organique sur la Loi de Finances (LOLF). Non seulement les objectifs visés n'ont pas été atteints mais des indicateurs simples montrent que l'on s'en est éloignés. La filière littéraire s'est effondrée, la voie scientifique s'est tassée, et surtout le nombre de bacheliers scientifiques entreprenant des études scientifiques longues a fortement baissé, la démocratisation a reculé, seuls les jeunes issus des milieux favorisés ont maintenu des ambitions fortes pour les études supérieures, en particulier scientifiques. Contrairement à ce qui était prévu, le choix des spécialités est devenu souvent une pré orientation. Les critiques contre l'ex série C sont de nouveau émises contre la filière S, mais de plus les enseignants de l'enseignement supérieur trouvent les nouveaux bacheliers moins bien formés. En prime le nouveau système coûte plus cher que l'ancien, il est vrai que dans l'éducation nationale, comme au restaurant, le menu à la carte coûte plus cher que le menu à prix fixe (rôle des options)! En clair il faut payer davantage pour moins bien former, cette rénovation est dans son genre un vrai chef d'œuvre!

## **2/ Les questions auxquelles il faut répondre**

Une fois le baccalauréat en poche le jeune lycéen peut de droit entreprendre des études supérieures. Les flux dans les diverses formations dépendent des scolarités en lycée. Traditionnellement on distingue les formations ouvertes à tout bachelier: les cursus L des universités de celles à sélection: classes prépas, IUT, STS, formations diverses: (secteur social, de la santé, etc..). De fait il n'y a pratiquement pas de sélection pour accéder aux STS du secteur industriel alors qu'elle existe pour le secteur tertiaire, de même s'il existe encore une sélection forte pour accéder aux classes prépas économiques ou littéraires, elle est beaucoup plus faible dans les prépas scientifiques compte tenu de la baisse des vocations dans ce secteur. Selon les baccalauréats les taux de poursuite d'études varient, comme il y a des inscriptions multiples, par exemple classe prépa et université, ils peuvent être supérieur à 100%. En 2004 on a les données suivantes:

*Poursuite d'études en pourcentage du nombre de bacheliers de chaque série*

	Bac L	Bac ES	Bac S	Bac STI	Bac STT	Autre bac Techno	Bac Pro
Université	75.5	60	58.2	8.3	22.9	18.1	6.4
IUT	1.7	11.4	13.6	17.7	9.4	3.5	0.7
STS	9.3	9.7	9.7	58.2	43.7	29.6	15.2
CPGE	7.5	5.8	20.8	2.1	0.8	0.6	0
Autre	9.2	10.8	11.3	2.3	3.2	10.7	0.6
TOTAL	103.2	97.7	110.1	88.6	80	61.9	22.9
Nombre de bacheliers	49 400	81 500	130 200	36 400	74 300	32 500	94 000

Le tableau précédent fait apparaître des questions auxquelles devront répondre les décideurs dans les années à venir.

1/ Beaucoup de bacheliers technologiques ou professionnels du secteur tertiaire s'inscrivent en licence faute de place en classe de techniciens supérieurs ou à l'IUT, leur taux de réussite y est faible voire très faible.

2/Le nombre de bacheliers professionnels s'inscrivant dans une des filières de l'enseignement supérieur est en augmentation, mais les taux d'abandon et d'échec sont importants (même en STS), il faut prévoir des poursuites d'études adaptées.

3/Quand ils le peuvent les nouveaux bacheliers cherchent à éviter le cursus Licence, en témoigne les doubles inscriptions des bacheliers L et S, si bien que les effectifs universitaires sont surestimés. De plus 60% des titulaires d'un DUT poursuivent leurs études et la plupart à l'université en L3, ils ont ainsi échappés à l'ex DEUG.

D'autres questions au delà des statistiques se posent

4/La baisse des orientations vers les filières scientifiques longues est importante et touche surtout les cursus universitaires, la 1<sup>ère</sup> année de la licence de physique a perdu 40% de son effectif, celles de SVT et de mathématiques entre 25 et 30%, le recrutement des professeurs de ces disciplines risque d'être problématique dans les années à venir.

5/La démocratisation n'avance qu'à un rythme faible, les jeunes issus des milieux favorisés sont sur représentés dans l'enseignement supérieur et d'autant plus que la filière est prestigieuse (très grandes écoles, médecine, pharmacie)

Dans une période où la hiérarchie des emplois ne se modifie que très lentement, l'inflation des diplômes engendre mécaniquement la baisse de leur valeur marchande sur le marché du travail. Comme tous ceux qui ont atteint un certain niveau social font tout pour que leurs enfants ne régressent pas socialement il en résulte que l'ascension sociale devient plus difficile, on parle d'ascenseur social en panne et la démocratisation du recrutement des élites devient plus difficile. Pour débloquer la situation il faut soit changer la structure des emplois et réduire les inégalités qui en découlent, soit par une politique volontariste aider les études des plus défavorisés économiquement et scolairement tout en, par exemple à l'aide d'une sélection, faire jouer à plein la méritocratie.

Si les diplômés ne garantissent plus les situations pour l'entrée dans la vie active, reste que les taux de chômage sont plus faibles quand on en possède un, de préférence de niveau élevé. Au niveau des stratégies individuelles il vaut mieux poursuivre des études supérieures

.Pourtant certains auteurs mettent en doute le bien fondé économique et social de toujours plus de diplômés et s'interrogent sur leur qualité, sur la pertinence des critères de la sélection par l'École, sur le coût pour la société alors qu'il existe d'autres priorités. Ils plaident pour un autre mode d'introduction dans la vie professionnelle et sociale des jeunes générations qui ferait toute sa place à des qualités non évaluées scolairement et pourtant importantes dans tous les domaines

Sans partager leurs analyses on doit reconnaître qu'ils posent de vrais questions auxquelles il faut aussi répondre.

J.L.Piednoir